



**ENFANCE ET FAMILLE**  
**Aide Sociale à l'Enfance**

RENDU EXECUTOIRE LE

**17 AVR. 2024**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

**ARRETE n° 2024- A-DGAS-DEF-ASE-0002**  
**en date du 13 mars 2024**

portant sur :  
la composition de la commission d'examen de la  
situation et du statut des enfants confiés à l'aide  
sociale à l'enfance

## **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article L 223-1.

**VU** l'arrêté n°2023-A-DGAS-DEF-ASE-0002 du 7 décembre 2023 portant sur la composition de la commission d'examen de la situation et du statut des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance.

### **ARRETE**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

La composition de la Commission pluridisciplinaire et pluri-institutionnelle d'examen des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance est la suivante :

- Les responsables du service départemental de l'aide sociale à l'enfance

#### **Coprésident de la Commission**

**Madame Marie Eugénie HABRIOUX**  
Vice-Présidente de la commission  
Chef de service de l'ASE  
Responsable des territoires

#### **Coprésident de la Commission**

**Monsieur Aziz BOULAJHAF**  
Vice-Président de la commission  
Chef de service de l'ASE  
Responsable des Pôles centraux

- Un représentant de la direction départementale de la cohésion sociale, chargé des pupilles de l'Etat ou son représentant:

Titulaire

- **Madame Valérie MARAJO**  
Responsable de l'unité  
des publics vulnérables

Supléante

- Madame Agnès DEMOL**  
Adjointe à la responsable de l'unité  
des publics vulnérables

- Le responsable du service départemental de l'adoption ou son représentant

Titulaire

- **Madame Valérie BERNEZ**  
Responsable du pôle adoption  
Service de l'aide sociale à l'enfance

Suppléante

- **Madame Fathia MOUSSARIF**  
Responsable de la CRIP  
Service de l'aide sociale à l'enfance

- Un magistrat du siège ou du parquet compétent en matière de protection de l'enfance:

Titulaire

- **Madame Marie TERRADES**  
Juge des enfants  
Tribunal Judiciaire de Poitiers.

- Un médecin :

Titulaire

- **Madame Florence RETAUD**  
Médecin coordonnateur du service PMI.

Suppléante

- Madame Sylvie BONNIOL**  
Adjointe au Responsable Service PMI-Pôle  
Santé  
ou en son absence  
Un médecin PMI de Territoire

- Un psychologue pour enfant ou un pédopsychiatre

Titulaire

- **Madame Virginie Brossard**  
Psychologue au pôle adoption  
Service de l'aide sociale à l'enfance

Suppléante

- **Madame Natacha DARDOUIN**  
Psychologue en placement familial  
Service de l'aide sociale à l'enfance

- Un cadre éducatif d'un service habilité au titre de l'aide sociale à l'enfance

Titulaire

- Monsieur Ignacio MERINO**  
Directeur de la Maison d'Enfants de Salvart

Suppléante

- Madame Irène DIEUDONNE**  
Directrice Adjointe de la Maison d'Enfants de  
Salvert

- Un représentant de la fédération nationale des associations départementales d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance:

Titulaire

**Monsieur Jean-Claude BONHUMEAU**  
Président de l'ADEPAPE de la Vienne

-Une personne qualifiée sur les questions juridiques

Titulaire

**Maître Sarah DUSCH**  
Avocate au Barreau de Poitiers  
Membre de l'association Avoc'enfants

Suppléante

**Maître Marion FAYAD**  
Avocate au Barreau de Poitiers  
Membre de l'association Avoc'enfants

**Maître Sandra LARCHE**  
Avocate au Barreau de Poitiers  
Membre de l'association Avoc'enfants

**Article 2 :**

Les membres de la Commission sont nommés pour 6 ans par le Président du Conseil Départemental.

**Article 3 :**

La présidence est confiée aux Chefs de Service de l'Aide Sociale à l'Enfance, des pôles centraux et des territoires.

**Article 4 :**

La Commission ne peut pas se réunir si, il y a moins de trois membres présents, et s'il n'y a pas une représentation pluridisciplinaire et ou pluri-institutionnelle.

**Article 5 :**

Le règlement intérieur de la Commission est annexé au présent arrêté.

**Article 6 :**

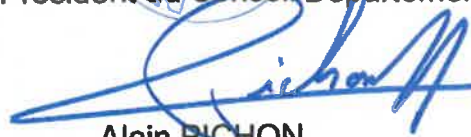
La Commission, organisée par le présent arrêté, a compétence pour l'ensemble du territoire départemental de la Vienne.

**Article 7 :**

Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux et Madame la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 2023-A-DGAS-DEF-ASE-0002 qui contenait des erreurs matérielles et qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr et transmis au Représentant de l'Etat dans le Département.

Fait à POITIERS, le **13 MARS 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON



ENFANCE ET FAMILLE  
Aide Sociale à l'Enfance

juin 2022

## Règlement de fonctionnement de la CESSEC

### La Commission d'Examen de la Situation et du Statut des Enfants Confiés à l'ASE

(Prévue à l'article L.223-1 alinéa 5 du CASF)

*Art. 26 de la loi n°2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant modifié par la loi n° 2022-219 du 21 février 2022 – art. 23.*

*« Le président du conseil départemental met en place une commission pluridisciplinaire et pluri-institutionnelle chargée d'examiner, sur la base des rapports prévus à l'article L. 223-5, la situation des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance depuis plus d'un an lorsqu'il existe un risque de délaissement parental ou lorsque le statut juridique de l'enfant paraît inadapté à ses besoins. La commission examine tous les six mois la situation des enfants de moins de trois ans. Sont associés à l'examen de la situation de l'enfant son référent éducatif et la personne physique qui l'accueille ou l'accompagne au quotidien. La commission peut formuler un avis au président du conseil départemental sur le projet pour l'enfant mentionné à l'article L. 223-1-1. Cet avis est remis à chacune des personnes morales ou physiques auxquelles le projet pour l'enfant est remis et au juge, lorsque celui-ci est saisi. Les membres de cette commission sont soumis au secret professionnel, selon les modalités prévues aux articles L. 221-6 et L. 226-2-2. Sa composition et son fonctionnement sont fixés par décret.*

*Sur la base des informations dont il dispose, le président du conseil départemental veille à assurer le suivi et, dans la mesure du possible, la continuité des interventions mises en œuvre pour un enfant et sa famille au titre de la protection de l'enfance.»*

*Le décret n° 2016-1639 du 30 novembre 2016 pris en application de l'article 26 de la loi du 14 mars 2016 précise la composition et les modalités d'organisation de cette commission dont notamment, l'établissement d'un règlement intérieur.*

**Article 1** – La commission se réunit suivant le calendrier fixé pour l'année par le service de l'ASE au rythme d'une commission par mois. Les situations pour lesquelles un examen est obligatoire tous les 6 mois sont inscrites par le secrétariat de la commission en lien avec les territoires concernés.

**Article 2** – Le secrétariat de la commission est assuré par le service de l'ASE.

**Article 3** – Les débats de la Commission sont conduits par le Chef de service des territoires et/ou le Chef de service des pôles centraux de l'ASE, l'un et l'autre coprésident de la commission ou, à titre exceptionnel par un autre membre permanent de la commission désigné par eux.

**Article 4** – La commission se réunit et délibère valablement si au moins trois de ses membres sont présents et si au moins, deux d'entre eux représentent un service autre que l'ASE.

**Article 5** – Il appartient à tout membre permanent de la commission de solliciter son suppléant en cas d'absence et d'en informer le secrétariat de la commission.

**Article 6** – Des stagiaires contraints au secret professionnel peuvent être autorisés à assister aux débats.

**Article 7** – Dans la semaine qui précède, le secrétariat de la commission transmet, à l'ensemble des membres titulaires via messagerie électronique, l'ordre du jour de la commission.

**Article 8** – Les Responsables des pôles enfance qui souhaitent présenter une situation qui concerne un enfant de plus de 3 ans en informent le secrétariat de la commission qui ensuite fait le lien, pour validation, avec les chefs de service ASE, coprésidents.

**Article 9** – toute les situations sont présentées par le ou les professionnels engagés dans l'accompagnement de l'enfant notamment en priorité, le référent éducatif avec la possibilité notamment pour les enfants de plus de 3 ans, d'y adjoindre l'assistante familiale et/ou le lieu d'accueil de l'enfant et ce, sur la base du PPE et de sa fiche saisine succincte. Pour ce qui concerne les enfants pris en charge par le service petite enfance de l'IDEF, les professionnels de la structure devront présenter non pas un PPE qui relève de la compétence des responsables de territoires, mais un Projet d'Accueil Personnalisé (PAP), qui aura été transmis, en amont de la séance, aux responsables de territoire pour validation.



**Article 10** – La Commission peut également entendre tout autre professionnel assurant un accompagnement de l'enfant, ainsi que l'enfant qui en ferait la demande.

**Article 11** – Au vu, des échanges avec les professionnels et des supports écrits (PPE ou PAP), chaque membre de la commission est invité à s'exprimer sur la situation de l'enfant et sur l'orientation qui pourrait être proposée dans le cadre d'une éventuelle évolution de statut afin qu'un avis collégial puisse être élaboré.

**Article 12** – Les avis de la commission sont collégiaux. Le procès-verbal ne mentionne aucun avis nominatif.

**Article 13** – La commission rend un avis motivé à la majorité des membres présents. En cas de partage, l'avis du ou des présidents de séance est prépondérant. Toutefois, les avis minoritaires sont mentionnés au procès-verbal.

**Article 14** – Le procès-verbal est rédigé par le secrétariat de la commission et signé par les coprésidents ou par la personne qui aura été désignée comme président du fait de leur absence conjointe.

**Article 15** – L'avis de la commission, dans lequel il peut être proposé une évolution du statut de l'enfant, est envoyé par messagerie électronique au Responsable du pôle enfance du territoire, à son adjoint, à l'adjoint en charge de la coordination administrative et au référent établissement s'il est concerné par la situation et ce, en vue d'une transmission aux différents professionnels qui accompagnent l'enfant. Cet avis permet, l'actualisation du PPE ou du PAP pour les enfants pris en charge par le service petite enfance de l'IDEF.

**Article 16** – au titre de l'article L221-6 et L226-2-2 du CASF, les membres de la CESSEC sont soumis au secret professionnel.

